

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi 3 juin 1976

No 502

1,50 F

B.P. 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

Commission paritaire No 57952

Contre la répression antisyndicale

Un appel des ouvriers des Câbles de Lyon

Dans un appel adressé «à tous ceux qui ont eu ou auront à subir l'arbitraire du ministre du Travail» la section syndicale CGT de l'usine des Câbles de Lyon, à Clichy, déclare :

L'actualité de ces derniers mois prouve que tous les travailleurs et progressistes qui n'acceptent pas la politique du profit maximum, subissent de plus en plus les coups de la répression : deux paysans tués, des militants emprisonnés (Romain Le Gal, Siméoni, Teisseyre) des travailleurs immigrés expulsés à la Sonacotra, médecins et instituteurs radiés, étudiants matraqués.

Dans les entreprises cette répression prend mille formes et tous les travailleurs la subissent dès qu'ils relèvent la tête. Parmi ces travailleurs les délégués sont, d'après la loi, protégés de l'arbitraire patronal.

Cette protection est certes une conquête des travailleurs, mais comme toutes les lois qui leur sont arrachées, nos patrons et nos gouvernants y ont intégré le côté arbitraire qui permet, le moment venu, de réprimer en toute légalité.

Ainsi, même si le comité d'entreprise refuse le licenciement d'un délégué, même si l'inspecteur du Travail refuse à son tour le licenciement, le ministre du Travail peut lui, légalement, l'accepter et, qui plus est, sa décision n'a pas besoin d'être motivée.

L'arbitraire du patron est remplacé par l'arbitraire du ministre et, le ministre est beaucoup plus difficile à atteindre pour les travailleurs.

Trois camarades délégués de notre entreprise sont directement atteints par cette répression. Notre section syndicale a déjà mené la lutte contre leur licenciement. Ce n'est pas fini.

Maintenant c'est Duraufour, ministre du Travail, qu'il nous faut obliger à re-

fuser ces licenciements. Pour cela nous organisons, entre autres, un meeting-conférence de presse le samedi 12 juin 1976 à 20 h 30 à la Maison du peuple de Clichy - 92110 - avenue du Général Leclerc (bus 138 et 74 - arrêt Leclerc-Victor Hugo).

Nous y dénoncerons cet arbitraire qui est une des formes de répression antisyndicale.

Nous montrerons que nous ne sommes pas les seuls à dénoncer et lutter contre de tels faits de répression, ce n'est pas les mettre en avant par rapport aux autres formes de répression que subit le peuple, c'est, au contraire, aider à en faire comprendre l'ampleur, c'est aider à combattre patronat et gouvernement, qui développent contre les travailleurs leur plan répressif.

(Suite page 3)

MARCHAIS - BERLINGUER JEUDI A PARIS

AU RENDEZ-VOUS DES TRAITRES

C'est jeudi que les secrétaires généraux des partis révisionnistes français et italien tiendront un meeting à Paris. Marchais et Berlinguer ont beaucoup en commun et ils veulent le montrer.

L'un et l'autre ont jeté bas leur masque de «communistes». L'un vient offi-

ciellement de renier la dictature du prolétariat, l'autre n'a pas eu à le faire, ça l'était depuis déjà longtemps. L'un et l'autre sont des défenseurs ouverts du système capitaliste, prônant l'alliance avec ceux qui ont fait largement la démonstration de leur rôle de représentants du capi-

c'était là une nécessité sur le plan électoral et pour se concilier certains secteurs de la bourgeoisie.

Mais cette tactique ne peut dissimuler la réalité profonde. En France et en Italie, ces deux partis sont les plus actifs soutiens de la politique de l'URSS. Dans le



Révoltes populaires en URSS

Selon des informations provenant de diverses sources, et notamment de voyageurs rentrant de séjours en URSS, il est certain que des troubles ont récemment éclaté dans le sud de la République russe, en Ukraine et dans les trois républiques baltes (Estonie, Lituanie, Lettonie).

A Rostov (Russie) et à Kiev (Ukraine), des manifestations ont eu lieu pour protester contre l'absence des produits alimentaires et l'existence d'un marché noir. Les travailleurs en colère ont brisé des étalages sur les marchés publics.

A Riga (Lettonie), les dockers ont mené une grève de protestation contre les difficultés de ravitaillement et la spéculation. Volontairement ils ralentissent les opérations de chargement et de déchargement. Il y aurait eu des grèves dans plusieurs usines pour protester contre l'absence de viande et de légumes dans les magasins officiels.

La clique fasciste du Kremlin devra compter de plus en plus avec la colère qui gronde dans la classe ouvrière et les masses populaires soviétiques.

tal Berlinguer prône l'alliance avec la Démocratie chrétienne au pouvoir depuis des années et qui a organisé l'exploitation et la répression des masses italiennes.

Marchais quant à lui parle de «l'Union du peuple de France», avec les socialistes qui ont largement montré ce dont ils étaient capables sous la IV^e République, ainsi qu'avec certains gaullistes qu'on a pu juger également au cours de ces dernières années.

L'un et l'autre veulent apparaître aux yeux de larges secteurs de la bourgeoisie, comme seuls capables de faire face à la crise du capitalisme, de s'opposer au développement des luttes ouvrières.

Tous deux veulent donner l'impression qu'ils sont indépendants du social-impérialisme russe. Pour le parti révisionniste de Berlinguer, c'est là quelque chose de plus ancien que pour celui de Marchais. Ce dernier a pris des leçons auprès du

cadre de la rivalité entre les deux superpuissances, ils servent les intérêts du social-impérialisme russe. Dans chacun des deux pays, ce sont eux les plus actifs artisans de la propagande sur la «détente» qui ne vise qu'à masquer les préparatifs de guerre du social-impérialisme russe. Celui-ci mise avant tout sur eux pour renforcer ses positions en Europe au détriment de son rival américain. Et, enfin, nul n'ignore les liens existant entre ces deux partis et la superpuissance russe, quelles que soient les divergences apparentes qui peuvent exister.

Les dirigeants du PCF attendent beaucoup des prochaines élections en Italie. C'est un peu pour eux un banc d'essai de leur tactique. Ils espèrent que si leurs compères italiens accèdent au pouvoir, cela facilitera leurs propres ambitions pour 1978. Ils escomptent que cela créera un courant qui leur sera favorable. D'ores et déjà c'est à cela qu'ils s'emploient.

Liban

Intervention syrienne

Pour la première fois depuis le début de la guerre civile au Liban, l'armée syrienne est intervenue de façon ouverte et massive. Cette intervention a débuté lundi après-midi avec l'appui d'environ deux cents chars.

D'après l'agence de presse palestinienne «Wafa», l'armée syrienne aurait commencé à désarmer des combattants palestiniens. L'intervention syrienne a provoqué de vives réactions de la Résistance palestinienne qui a fait état de sa volonté de se défendre par les armes si cela était nécessaire.

Ainsi, la guerre civile libanaise se trouve engagée dans une nouvelle phase particulièrement dangereuse.

Il est clair en tout cas que cette situation qui risque de voir s'affronter la Résistance palestinienne et l'armée syrienne n'est aucunement favorable aux intérêts des peuples arabes. Elle nuit gravement à l'unité.

Elle ne peut que favoriser l'action des sionistes et des deux superpuissances. Chacune de celles-ci déploie une intense activité pour tenter de renforcer ses positions au détriment de l'autre.

ENTRETIEN AVEC LES GREVISTES DE CARON-OZANNE

p4

ITALIE (3) Les dimensions internationales de la crise

Dans l'article publié dans notre dernier numéro, nous expliquions qu'une fraction actuellement minoritaire de la DC, était prête à l'alliance avec le PCI par laquelle elle espérait l'ouverture de nouveaux débouchés vers l'Est pour les produits industriels et agricoles italiens.

C'est probablement justement là que réside la raison du non-ralliement au «compromis historique» de la majorité de la Démocratie chrétienne. Le PCI, malgré les mille liens qui la rattachent à la bourgeoisie italienne, qui font de lui un véritable parti bourgeois chargé de tromper le peuple, malgré les divergences tactiques qui l'opposent actuellement à la direction du Parti révisionniste d'Union soviétique, reste fondamentalement une force pro-soviétique liée au social-impérialisme russe. C'est lui en effet qui se fait en Italie le défenseur ardent de la politique social-impérialiste de Moscou en soutenant notamment la soi-disant détente et la conférence d'Helsinki, c'est lui qui continue à maintenir en Italie l'imposture «URSS pays socialiste» (malgré quelques «bavures», bien sûr qu'il faut bien dénoncer pour faire croire à son indépendance...), le PCI au pouvoir ce serait la mise en place d'un système de capitalisme monopoliste d'État de type bureaucratique comme en URSS c'est-à-dire s'appuyant justement sur les couches de technocrates, ingénieurs, cadres qui le soutiennent aujourd'hui et rêvent de s'emparer demain du pouvoir et des moyens de production.

LA RÉSISTANCE DE L'IMPÉRIALISME US

Or la Démocratie chrétienne est, elle, étroitement liée à l'impérialisme américain, ce qui place véritablement l'Italie, pays européen et méditerranéen, au centre de la rivalité entre les deux

MARTINIQUE, GUADELOUPE, LE COMBAT CONTINUE

Le conflit du bâtiment n'est toujours pas résolu en Guadeloupe et en Martinique. Une grève de 24 heures devait avoir lieu mardi en Guadeloupe, des assemblées générales devant décider des formes d'action à adopter pour imposer les augmentations de salaires réclamées par les ouvriers.

En Martinique, le mouvement de grève suspendu à la suite des accords conclus le 17 mai devrait reprendre aujourd'hui mercredi.

superpuissances. L'impérialisme américain va-t-il pouvoir continuer à contrôler le pays et à le piller ou va-t-il devoir passer la main à son rival le social-impérialisme ? Voilà le véritable enjeu de la crise politique de la bourgeoisie, voilà la raison de la situation inextricable de l'Italie. L'impérialisme américain a donné de la voix : «Le PCI au pouvoir, jamais !» et menacé de blocus économique, voire d'une intervention directe ou par fascistes interposés.

Pour le moment donc la démocratie chrétienne ne veut ni du «compromis historique», ni d'un «gouvernement de salut public» regroupant tous les partis parlementaires, proposé également par le PCI, elle a très bien compris la tactique d'infiltration du PCI et ne veut pas laisser plus «entrer le loup dans la bergerie».

DES DIFFÉRENCES IMPORTANTES AVEC LA SITUATION FRANÇAISE

Le PSI, quant à lui, propose un gouvernement de «gauche» comme en France. Mais ce gouvernement social-révisionniste serait, contrairement à la France, dominé par le PCI, vu la faiblesse du PS ; cette solution a également la faveur des éléments trotskystes de «Démocratie prolétarienne» (alliance électorale de trois groupes PDUP-II Manifesto, Lotta Continua, Avanguardia Operaia).

Mais le PCI quant à lui, n'en veut pas, il veut uniquement une alliance avec la Démocratie chrétienne. Il refuse, en effet, de supporter seul ou presque une situation économique désastreuse qu'il n'arriverait pas à surmonter, d'autant plus qu'elle se trouverait aggravée par les mesures que ne manquerait pas alors de prendre l'impérialisme américain. Or le PCI, parti bourgeois incapable de mobiliser réellement le peuple pour la sauvegarde de son indépendance nationale et le socialisme, a peur de l'impérialisme américain et est prêt à de nouveaux abandons. Il préfère, s'il lui est pour le moment impossible de neutraliser l'impérialisme américain par son alliance avec la démocratie chrétienne, attendre encore aux portes du gouvernement, poursuivre, pendant que la situation continuera à pour-

rir, son travail d'infiltration et de grignotage, quitte à prouver sa bonne volonté en monnayant après le 20 juin son soutien à un gouvernement démocrate chrétien ou de centre gauche.

PAS DE SOLUTION BOURGEOISE A LA CRISE

Il n'y a donc pas en réalité de solution bourgeoise à la crise. Quelle que soit la solution adoptée après les élections, la classe ouvrière italienne et les masses populaires, un moment trompées, comprendront dans quelle voie sans issue les ont conduit les dirigeants révisionnistes.

C'est à quoi s'attache aujourd'hui les forces marxistes-léninistes et tout particulièrement le Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste) qui luttent, à contre-courant contre la marée électoraliste : montrer aux travailleurs qu'il n'y a qu'une solution à la révolution prolétarienne qui instaurerait la dictature du prolétariat et le socialisme, seule voie permettant de mobiliser les masses populaires et de sauvegarder l'indépendance nationale face aux deux superpuissances.

Télévision

Une émission sur la Chine de Roger Pic

Mardi soir, TF1 nous présentait une émission de Roger Pic intitulée «L'histoire de la Chine de Mao Tsé-toung». Constitué d'une multitude de documents — pour la plupart filmés — d'origines très diverses (puis-

Grèce Les ambitions du social-impérialisme

Les récentes manifestations anti-yankee qui viennent de se dérouler en Crète et à Rhodes témoignent de la profondeur des sentiments anti-impérialistes du peuple grec et de sa volonté de vivre libre et indépendant. Les négociations gréco-américaines sur les bases US en Grèce en sont un autre témoignage puisque les USA sont désormais contraints de reconnaître la souveraineté grecque sur l'ensemble des bases subsistant sur le sol du pays. L'URSS, guettant toutes les occasions de remplacer l'influence américaine en Europe, profite de la situation de faiblesse de son rival américain pour essayer de prendre sa relève.

«Le Quotidien du peuple», organe central du Parti communiste chinois vient de publier un commentaire important sur cette question. Celui-ci révèle que le ministre grec des Affaires étrangères vient de convoquer l'ambassadeur soviétique à Athènes et l'a averti que ses contacts douteux avec certaines organisations politiques grecques étaient connus.

La presse grecque a identifié l'ambassadeur soviétique : un membre du KGB qui a joué un rôle important dans l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie en 1968.

«L'intervention flagrante des révisionnistes soviétiques dans les affaires grecques n'a rien de fortuit, elle

révèle leurs visées expansionnistes sur la Grèce et la Méditerranée.» souligne le commentaire chinois.

Il rappelle que l'URSS convoite depuis longtemps la Grèce parce que celle-ci domine plusieurs importants passages de la Méditerranée. Les révisionnistes soviétiques, comme les vieux tsars, cherchent à pénétrer dans cette région pour dominer la Méditerranée. Après les événements de Chypre, ils ont comploté, ils ont cherché à semer la discorde entre la Grèce et la Turquie. Mais ces deux pays cherchent désormais à régler à l'amiable les différends qui les opposent, conscients du danger commun qui les menace.

Aussi l'URSS s'impatiente. Ses bâtiments de guerre s'approchent maintenant souvent des côtes grecques, portant atteinte aux intérêts des pêcheurs grecs et menaçant la sécurité du pays.

Des navires espions munis d'appareillage électronique visitent à la dérobée certains ports.

Chassés du port égyptien d'Alexandrie, les sociaux-impérialistes russes cherchent à assurer d'autres points d'escale méditerranéens à leurs navires de guerre.

Mais le peuple grec est vigilant et l'opinion publique du pays dénonce et condamne de plus en plus fermement les ambitions russes sur la Grèce.



Ces jours derniers, 6 nouveaux bâtiments de guerre russes ont franchi le Bosphore et longé les côtes grecques.

Portugal

LA SOLIDARITE DU PCP (M-L) AVEC ROMAIN LE GAL

Dans un récent numéro, «Unidade popular», organe central du PCP (ml), publie un article dénonçant la répression exercée par la bourgeoisie française contre le mouvement révolutionnaire des masses et les marxistes-léninistes inculpés de reconstitution du PCMLF.

Après avoir rappelé notamment que le parti de Marchais a directement contribué à l'interdiction de ce parti, «Unidade popular» conclut : «les marxistes-léninistes portugais organisés au sein du PCP (ml) joignent leurs voix à tous ceux qui exigent la libération des camarades français détenus».

qu'il y en a qui proviennent des archives de la CIA), ce montage d'une heure et demi présente un grand intérêt historique et possède un caractère inédit dans la documentation. Pour arriver à cela il aura fallu un très long

travail de recherches et de dépouillement. Pic explique lui-même que l'on retrouvait les mêmes documents dans plusieurs pays. Mais les explications et les commentaires qui les accompagnaient étaient différents. C'est ainsi que les exécutions de communistes dans les rues de Shanghai par les soldats de Tchang Kai-tchek, étaient devenues celles des antirévolutionnaires par les Gardes rouges, dans les rues de Pékin, plus de trente ans après.»

On peut donc y voir des passages saisissants sur la répression sauvage du peuple chinois et des militants révolutionnaires par les Japonais ou par les armées de Tchang Kai-tchek ou encore la Longue marche, épisode essentiel de l'histoire du peuple chinois. Malheureusement Pic n'est pas lui-même étranger à une certaine manipulation des images. Ainsi au début, lorsqu'il dénonce l'exploitation odieuse du peuple chinois, un œil averti peut remarquer des images ré-

centes de Chinois réalisant des travaux très pénibles. C'est ainsi que Joris Ivens a critiqué, au cours du Festival de Royan, l'utilisation faite de certains des passages de son film «400 millions». Mais un des aspects les plus critiquables de cette série est cette conception «héroïque» de l'histoire que développe Roger Pic. En effet, l'histoire semble être le fait de quelques «héros», comme Mao Tsé-toung, et non pas des larges masses du peuple. Tout semble se régler dans le secret des cabinets, des ministères, des réunions au sommet. Ce qui ne permet pas de voir le rôle capital du peuple ni celui du Parti communiste dont l'action et les tâches sont «escamotées par la personnalité de Mao». Cette série de Roger Pic, bien que commandée par l'ex ORTF, se place du côté du peuple chinois, mais perpétue une conception erronée de la marche de l'histoire ainsi que le thème «du culte de la personnalité» de Mao. Dommage.

nouvelles intérieures

37e congrès de la CFDT

MOTION CONTRE LA
REPRESSION PRESENTEE
PAR 70 SYNDICATS

Lors du 37e Congrès de la CFDT, plus de 70 syndicats ont signé la motion contre la répression que nous publions. Leur objectif était que le Bureau national de la CFDT la présente au congrès afin que celui-ci l'adopte. Plusieurs démarches ont été effectuées en ce sens auprès d'Edmond Maire et d'autres dirigeants confédéraux. Mais ceux-ci ont refusé d'y donner suite. Ils ont pour cela pris prétexte d'un article du règlement du congrès selon lequel pour qu'une motion soit présentée devant le congrès, il fallait qu'elle soit déposée... trois mois avant !

Devant le congrès Edmond Maire s'était exclamé : « Nous sommes des inconditionnels de la liberté ». C'était l'occasion de le démontrer.

« Face au développement et à l'approfondissement des luttes des travailleurs, le pouvoir et le patronat étendent la répression et veulent faire plier le mouvement de masse. Ainsi :

- licenciement de délégués CGT et CFDT (Bourgogne électronique Dijon, Câbles de Lyon de Clichy, Paris-Rhône...), intervention des CRS et de la gendarmerie, expulsion des grévistes occupant les entreprises, demande de dommages et intérêts aux syndicats en cas de grève, intervention des milices patronales et de la CFT...
- expulsion de travailleurs immigrés, entre autres de la Sonacotra

- arrestation et inculpation de nombreux militants paysans, inculpations du viticulteur Teisseyre toujours incarcéré...

- multiplication des agressions policières contre le mouvement étudiant.

- inculpation devant la cour de « sûreté » de l'État et détention de soldats et de militants CFDT et CGT

et politiques à propos de l'armée, de militants corses (Siméoni), de marxistes-léninistes de Lorient (Le Gal), de militants bretons.

- sanctions pour fait de grève de militants syndicaux à l'EGF et contre les agents de la SNCF...

C'est pourquoi ces syndicats exigeaient du 37e Congrès que :

Il exprime sa solidarité totale à toutes les victimes de la répression que la bourgeoisie intensifie face à la montée des luttes. Qu'il s'engage à développer la lutte contre la répression et exige immédiatement :

- la libération de tous les militants emprisonnés et la levée des inculpations
- la dissolution de la cour de sûreté de l'État

- la réintégration de tous les militants syndicaux et travailleurs licenciés

- l'annulation des expulsions de travailleurs immigrés !

Union régionale interprofessionnelle URI Languedoc-Roussillon. Métaux-Orléans. FGA Finistère. Communaux Morbihan. Services centraux EDF-GDF. Administration centrale du ministère de la Justice. Chambres de commerce. BETOR-PUB (RP). SG Recherche Agro (INRA). Equipement RP d'EDF-GDF. Police parisienne. Chimie Denain-Valenciennes. Chimie Arras-Bully-les-Mines. Chimie Cambrai. Chimie Samer (62). Commerce Loiret. Métaux Lyon 7e. Métaux Dijon. Chimie Loiret. Ile de France Sud EDF-GDF. Sécurité sociale Ile-et-Villaine. Cheminots Nîmes. Personnel de la navigation aérienne. Cours et tribunaux. Enseignements privés Essonne. Enseignements privés Hauts-de-Seine. Tabacs du Mans. Tabacs Chateauroux. Tabacq Lyon. Centre d'essais des tabacs de Fleury-les-Aubois. Cheminots Juvisy. Cheminots Les Aubrais. Cheminots Vierzon et Bourges. Santé : administration centrale de la préfecture de police. Santé Belfort. Chimie Belfort. Métaux Grandvilliers (90). Métallurgie Beaucourt. Métallurgie Belfort. Cheminots Dôle. Métallurgie Dôle. Construction Dôle. Chimie Travaux. Santé Doubs. Métallurgie et horlogerie (Besançon). Banque du Doubs. Port de Toulon (Défense nationale). Construction (13). Métallurgie (Aix-en-Provence). Syndicats métaux Beauvais, Laon, St-Quentin, Chauny, Albert, Amiens. Syndicat Chimie Amiens. Syndicat services Amiens. Syndicat Santé Sociaux Nièvre. Syndicat PTT Val-de-Marne. Syndicat Banques Gironde. Syndicat alimentation Gironde. Syndicat PTT Gironde. Syndicat Griffet Marseille. Sécurité sociale Picardie. Chimie Oyonnax. Etudes et recherches EDF-GDF.

Quand le PCF revendique
les crimes commis
contre le peuple algérien

Dernièrement, 6 membres (ou sympathisants) du PCF du canton de Quintin (Côtes-du-Nord), ont été exclus du comité cantonal de la FNACA (Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie) par la fraction giscardienne de ce comité.

En effet, ces 6 membres du PCF sont les dirigeants du comité des fêtes du Foeil et ils organisaient un bal le même soir que le bal de la FNACA, ce qui n'a pas plu

à l'autre fraction bourgeoise de la FNACA.

Ceci rentre dans le cadre des querelles entre les deux fractions de la bourgeoisie du canton qui ont souvent lieu dans les comités des fêtes, les clubs de football, les MJC et évidemment les conseils municipaux.

Suite à cela la section de Quintin du PCF dans son bulletin trimestriel « Le Cantonal » a protesté dans ces termes : « C'est à ne pas y croire, et pourtant c'est ainsi que l'on rejette tout principe démocratique, que

l'on renie, oublie et remercie ceux qui ont, il y a quinze ans ou plus, donné sans différence de classe et d'idéologie (souligné par nous) les meilleures années de leur jeunesse au service du pays ».

Eh bien pour nous c'est à ne pas y croire non plus, qu'un parti qui se dit communiste puisse dire des choses pareilles. Et pourtant c'est tous les jours que le PCF trahit dans le canton :

- aucune mobilisation des travailleurs du canton contre l'exploitation féroce qu'ils subissent (abattoirs de volailles, laiteries, usines d'aliments, fonderies du Pas...) et contre la disparition des petits paysans ;

- évidemment absence totale du PCF dans le soutien aux travailleurs de la Chaillotine de Corlay (canton touchant celui de Quintin). De même on ne les avait pas vu pour le comité de soutien à Pédervec ou au Joint français.

Il préfère se faire mousser dans les comités des fêtes, chez les anciens d'Algérie en organisant des banquets et des excursions ! Voilà comment le PCF « renie, oublie, remercie » les véritables communistes qui ont refusé, tel Fernand Yveton, de combattre pour la bourgeoisie impérialiste et qui ont même combattu aux côtés du peuple algérien.

Des lecteurs

PROCEDURE DISCIPLINAIRE
CONTRE LE JUGE CECCALDI

Lécanuet a mis ses menaces à exécution en faisant engager une procédure disciplinaire contre le juge Ceccaldi pour « refus d'obéissance et manquement à l'obligation de réserve ». Une commission disciplinaire dont les membres sont choisis par le ministre de la Justice a été saisie du dossier. Elle aura à émettre un avis consultatif. C'est le Garde des sceaux qui prendra la décision de sanction.

C'est là une nouvelle démonstration de la prétendue « indépendance de la justice ».

Qu'un juge s'oppose aux pressions dont il est l'objet, veuille faire la lumière sur une affaire compromettante pour le pouvoir et alors tout est mis en œuvre pour le discréditer, le faire taire, le sanctionner.

Le 16 mai dernier, lors de son congrès extraordinaire, le Syndicat de la magistrature avait décidé de lancer un appel à la grève en cas de poursuites disciplinaires contre le juge Ceccaldi.

Le moment pourrait être bientôt venu d'appliquer cette décision.

MONTPELLIER :
DEUX ETUDIANTS
DEVANT LE TRIBUNAL

C'est ce mercredi après-midi que devait avoir lieu, à Montpellier, le procès de deux étudiants. Ils avaient été arrêtés le 25 mai dernier lors des affrontements entre les étudiants et la police.

Alors que très peu d'étudiants passent leurs examens, la police est toujours présente sur le campus universitaire. Les étudiants restent mobilisés et ont distribué des tracts sur les quartiers et les entreprises de Montpellier. Enfin, tandis que les professeurs membres du SNESup, proche du PCF, ont prêté main forte à la police lors de son intervention et ont participé au contrôle des cartes des étudiants en compagnie des flics des Renseignements généraux, plus de 40 professeurs ont dénoncé la répression et fait connaître leur opposition à la tenue des examens tant que la police serait présente.

Un appel des ouvriers
des Câbles de Lyon

(Suite de la page 1)

Nous appelons tous ceux qui ont eu ou auront à subir l'arbitraire de Durafour, à participer à ce meeting pour que nos efforts communs fassent plier le ministre du Travail, dont les actes écrivent de plus en plus nettement sur la page de garde de sa réforme de l'entreprise : « il faut nettoyer les lieux de travail des militants combattifs ».

Conseils pratiques pour la participation :

1 — Prévenir, soit par écrit (Raboutet, secrétaire de la section syndicale CGT des Câbles de Lyon Clichy A, 152, quai de Clichy — 92111 Clichy), soit par téléphone (733 35 96).

2 — Préciser sous quelle forme vous voudriez participer (témoignages, délégations de travailleurs, propositions autres...).

3 — Nous donner tous les éléments d'enquêtes nécessaires à la constitution d'un dossier sur cette forme de répression.

4 — Dans certaines limites, les camarades pourront être hébergés, si nécessaire, lors de leur venue à Clichy.

ACTION POUR LA LIBERATION
D'ALBERT TEISSEYRE ET
CONTRE LES IMPORTATIONS

Mardi soir, vers minuit au péage de Gallargues (entre Montpellier et Nîmes), environ 50 paysans ont arrêté des camions qui apportaient des produits d'Italie. Un camion-citerne contenant du vin a été déversé ainsi que des fruits et légumes. Pendant ce temps, des bombages « Libérez Teisseyre » étaient faits sur le péage. Cette opération n'a pas duré plus de 20 minutes et quand les flics sont arrivés, ils n'ont pu que ramasser les fruits par terre. Les paysans montrent ainsi qu'ils ne s'en tiennent pas aux promesses qui leur sont faites et qu'ils sont prêts à toutes les actions pour la libération d'Albert Teisseyre.

Témoignage

Les fascistes
ne discutent pas,
ils frappent

Dimanche 23 mai, à Vannes, alors que se déroulait le congrès départemental de l'UDR, nous étions trois jeunes travailleurs, nous promenant le long des remparts de Vannes quand nous avons vu une affiche de l'UDR avec la croix de Lorraine. N'étant pas du tout d'accord avec cette affiche qui est pour nous le symbole de la société pourrie dans laquelle nous sommes obligés de vivre, et donc pas d'accord avec les bourgeois de l'UDR ou d'ailleurs qui dirigent la société, qui nous ont mis au chômage et nous exploitent tous les jours.

Ça nous a fait mal de voir cette affiche, nous l'avons arrachée, et à peine avions-nous terminé que deux voitures s'arrêtaient à notre hauteur. Deux hommes et une femme d'une quarantaine d'années en sortaient. L'un des hommes nous prit à partie et sans essayer de discuter avec nous, frappa sans ménagement, frappant au bas ventre et au visage. Lorsque la jeune fille qui était avec nous voulut s'interposer il n'hésita pas à la frapper de même manière, la blessant à la mâchoire. Nous précisons que nous sommes toujours restés calmes, encaissant les coups, vu le rapport de force en notre défaveur.

Evidemment notre action n'était pas des plus efficaces en arrachant cette affiche qui en recouvrait une sur la répression qui touche Romain Le Gal. Nous avons réagi avec nos tripes, évidemment, c'est pas en arrachant une affiche de l'UDR qu'on va foutre en l'air la société des bourgeois.

Mais de ce fait nous avons retiré quelques enseignements, qui ont confirmé ce que nous pensions de ces gens.

Derrière la façade libérale de Giscard se cache le fascisme. Dès que leur pouvoir est remis en cause ils n'hésitent pas à frapper sur les travailleurs. Face à ces bourgeois et leur système seul la lutte unie de tous les travailleurs pourra détruire leur société capitaliste.

Nota : les flics sont passés et ont fermé les yeux sur ce qui se passait.

Trois jeunes travailleurs

Contre la répression, pour la libération
de Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques
**26 JUIN : MANIFESTATION
NATIONALE A PARIS**

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque



INTERVIEW DES TRAVAILLEURS DE CARON-OZANNE

Expulsés par les forces de répression dans la nuit du 19 au 20 mai, les travailleurs de Caron-Ozanne ont aussitôt répondu du tac au tac en manifestant leur colère face aux attaques de la bourgeoisie.

L'un de nos envoyés spéciaux a rencontré les travailleurs de Caron-Ozanne et leur a demandé cette interview que nous publions ici.

HR : Vous étiez en occupation depuis le 5 juin 1975, suite à l'annonce du démantèlement de l'entreprise et de votre licenciement. Pouvez-vous nous rappeler comment vous vous êtes organisés pour la lutte ? Quelques actions marquantes que vous avez engagées pour la mener et la populariser, et en particulier la publication d'Ouest-Licenciements.

CO : Depuis le 5 juin 1975, nous occupons effectivement notre usine pour exiger le maintien de notre emploi. Pendant tout ce temps nous nous sommes efforcés de mettre notre outil de travail au service du mouvement ouvrier. Cela a commencé par des tracts que nous avons réalisés pour les travailleurs en lutte de Blaupunkt et des Bennes Marel, qui ont été suivis d'autres pour les pêcheurs de la Baie de la Seine, et les paysans de la Manche luttant pour le maintien de leur emploi.

Aussi nous avons décidé de créer un journal «Ouest-Licenciements», dont les colonnes seraient ouvertes à tous les travailleurs de la région. Ceci pour permettre : une véritable information sur les actions de la classe ouvrière, le développement de la solidarité entre les travailleurs en lutte de la région, la confrontation directe de travailleurs de branches et de syndicats différents ;

confrontation indispensable pour vaincre le pourrissement et l'isolement que veulent imposer le pouvoir et le patronat.

HR : Les flics sont venus vous vider dans la nuit du 19 au 20 mai. Comment cela s'est-il passé ? Pensez-vous qu'il y ait une raison particulière qui motive cette expulsion aujourd'hui ? Quels sont maintenant vos projets, comment envisagez-vous de riposter à cette agression ?

CO : Maintenant que les forces de répression nous ont évacué de l'usine, nous allons consacrer notre énergie à organiser des rencontres avec les autres travailleurs en lutte de la région afin que «Ouest-Licenciements» devienne aussi le support de ces échanges d'expériences.

Aujourd'hui pour riposter au patronat qui joue la division, l'isolement et le pourrissement nous devons répondre par l'unité, l'offensive et la liaison des travailleurs en lutte.

«Ouest-Licenciements» est l'arme que se sont donnés les travailleurs pour avancer dans cette direction. Cette arme deviendra d'autant plus efficace qu'elle sera prise en charge par le plus grand nombre.

Lorsque les travailleurs occupent leur usine et maintiennent l'outil de tra-



vail en état de fonctionnement, cela va contre le plan de démantèlement du patronat (plan Lecat).

Lorsque les travailleurs prennent eux-mêmes en charge l'explication et l'analyse de leur lutte, c'est contraire à la volonté de maintenir les travailleurs dans un état de dépendance.

Lorsque les travailleurs mettent leurs outils de travail, une imprimerie, au service des travailleurs, c'est contraire à l'isolement que recherche la presse au service de la bourgeoisie.

Lorsque les travailleurs font valoir leur droit au travail voilà qui est aussi contraire aux désirs du patronat de faire passer les profits avant les revendications des travailleurs.

Après avoir essayé vainement de nous faire céder par un long pourrissement, le patronat et les pouvoirs publics utilisent leur dernière arme : la police et la justice.

Ainsi estimant que le droit de propriété de quelques clients qui possédaient du papier dans l'usine était plus important que le droit au travail des ouvriers, le tribunal a ordonné l'évacuation par les forces de l'ordre.

Voilà ce qu'est une justice de classe au service de la bourgeoisie : «Faire payer aux travailleurs les fautes du patronat». En effet, qui d'autre est responsables de la fermeture de l'usine, si ce n'est le conseil d'administration où siégeaient Ouest-France et M. Strittmatter (président de la chambre régionale de commerce) entre autres.

Si la justice défendait aussi l'intérêt des travailleurs ne devrait-elle pas poursuivre ces membres du conseil d'administration pour vol à l'emploi des travailleurs ?

Mais dans ce régime il ne faut pas s'attendre à voir reconnu dans les faits le droit au travail.

C'est pourquoi ou le patronat tente de nous faire payer sa crise, il nous faut réagir et riposter dans l'unité pour imposer nos justes revendications face aux exigences du patronat. Les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront.

L'Assemblée générale des travailleurs de Caron-Ozanne.

la France des luttes

Soirée de soutien aux chantiers Dubigeon à Rouen

Les travailleurs de Dubigeon poursuivent leur lutte pour obtenir 150 F pour tous et la réduction du temps de travail (voir HR No 495).

Les travailleurs ont pris en main leur propre lutte : ils organisent des équipes de propagande auprès des entreprises du secteur, par la diffusion de tracts, d'affiches expliquant le contenu de leurs revendications et la nécessité de leur lutte. Ils ont fait des collectes de solidarité qui ont permis l'apport de près d'un million d'anciens francs. Ils ont formé des équipes pour occuper en permanence le chantier. Ils ont fait de nombreux panneaux sur divers aspects de l'entreprise ; ils y ont affiché tous les articles de journaux qui soutiennent leur lutte, tous les messages de soutien à leur combat (entre autres celui du comité de Rouen du PCMLF).

Pour la première fois dans la région, ils ont organisé une soirée de soutien dans l'enceinte du chantier, avec l'appui des groupes de musique populaire traditionnelle d'une maison de jeunes. Ils ont organisé un buffet pour recevoir près de 1 500 travailleurs venus manifester leur appui. On a pu

remarquer notamment une délégation de l'imprimerie IMRO occupée depuis plusieurs mois contre les licenciements (ces derniers organisent les 12 et 13 juin, une opération «porte ouverte» de leur entreprise), une délégation des travailleurs de l'Union mutualiste régionale en lutte pour les salaires contre leurs patrons de «gauche» et une délégation des ouvrières de la filature Saint-Sever qu'elles occupent.

Plusieurs interventions ont été faites par un responsable des chantiers qui a retracé la lutte, puis a donné la parole aux délégations ci-dessus.

Cette soirée qui a fini tard dans la nuit, était placée sous le signe de la solidarité de classe de la classe ouvrière en lutte.

Les ouvriers des chantiers se sentent déterminés à poursuivre la lutte et ont voté lundi matin en assemblée la continuation de la grève, de l'occupation jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Correspondant HR

Plomelin : 40 femmes en grève

«LE PATRON CROIT NOUS FAIRE CEDER, IL SE TROMPE, NOUS CONTINUERONS LA LUTTE !»

Scaplen est une entreprise de confection implantée depuis 71 dans les environs de Quimper. Les quelques conditions de salaires et de congés, au-dessus de la moyenne régionale, attribuée lors du démarrage de la boîte ont vite fondu comme neige au soleil : suppression de la 5e semaine de congé suppression pure et simple de primes ; de 1 F au-dessus des minima, les salaires sont rendus à 10 centimes de plus !

Une section syndicale

CFDT s'est créée en 75. Le 20 mai, le patron refuse les revendications, 46 ouvrières (sur environ 80) bloquent les trois chaînes et exigent entre autres : augmentation de 0,50 F de l'heure, 13e mois uniforme, suppression des chronos et réduction des cadences.

Le patron refuse de discuter, ce qui lui a valu d'être coincé dans son bureau par les ouvrières en colère. Les ouvrières n'ont plus peur de lui, mais lui est terrifié, il faudra qu'il cède.

Solidarité avec les travailleurs de Danzas

QUEL SOUTIEN APPORTER

(extraits d'un tract des sections syndicales de Danzas).

Notre lutte peut être longue et dure, et nous sommes déterminés à remporter la victoire classe contre classe. Nous appelons les travailleurs à soutenir notre lutte contre le patronat.

Nous entendons la mener en toute indépendance de quelque organisation politique que ce soit, les travailleurs qui veulent nous soutenir, nous les appelons à se joindre individuellement à un comité de soutien dirigé par les grévistes ; sa première réunion a eu lieu samedi 29 à 18 heures devant l'entreprise, 20 bd Poniatowski, Paris 12e ; pour ceux qui veulent s'y joindre, prendre contact avec le piquet de grève.

Tous unis nous vaincrons.

Sections syndicales CGT et CFDT.

Les travailleurs de Caron-Ozanne déclaraient par ailleurs dans un bilan de la grève publié dans «Inform'action» CFDT - Livre No 19 d'avril 1976 :

«Le plan des patrons : faire pourrir la situation pour justifier les licenciements. Ainsi les travailleurs de chez Craon-Ozanne mettront tout en œuvre pour que les principaux actionnaires (Ouest-France) renoncent à tous les licenciements.

A qui ont servi les 280 millions de prêts de la SDRN ? (société de développement régional de Normandie). A licencier 48 ouvriers alors qu'ils auraient dû créer 30 nouveaux emplois. Ainsi dans le courant du mois de juin les responsabilités ont été petit à petit mises à jour.

La direction était menée par Ouest-France et les actionnaires : Girault, sénateur-maire de Caen, Strittmatter, président de la chambre régionale de commerce, Lebrun, président des maîtres imprimeurs, Mme Léonard Gilles.

Le plan de Ouest-France était clair. Les objectifs : maintien d'un journal sur Caen, projet de décentralisation. «Ouest-France» aurait maintenu la présence d'un journal à Caen «Liberté» même déficitaire. Pourquoi ? Pour empêcher la présence d'un hebdomadaire concurrent sur la place de Caen et cela particulièrement depuis l'arrivée du groupe «Hersant». De plus cela permet de drainer un marché d'annonce et de publicités, ce qui est financièrement non négligeable.

A plus long terme, c'est un projet de

décentralisation d'une partie de ses éditions qui est mis en avant.»

«De la CFDT le soutien fut total et immédiat mais la CGT non seulement nous le refusa mais envoya à chaque section syndicale une mise en garde contre le comité de grève Caron-Ozanne et ses buts et conclut ainsi : «nous demandons à nos syndicats de déjouer la manœuvre du comité de grève Caron-Ozanne et de répondre à cette manœuvre comme il se doit.»

«Le 3 décembre, la délégation des grévistes se rend chez Ozanne pour essayer de négocier la reprise de la boîte assistée du délégué régional de la FFTL-CGT permanent, qui malgré avoir passé la matinée à l'imprimerie et aussi le déjeuner, n'a pas trouvé le temps d'annoncer aux camarades grévistes qu'il avait mandat fédéral pour négocier la reprise de la boîte.

«De cette réunion, il est sorti un «accord», par lequel «Liberté» sera composé à l'imprimerie sur son propre matériel avec 2 ou 3 clavistes grévistes. Les grévistes s'engageant à ne pas prendre «Liberté» comme otage même si les négociations avec Ozanne ne se déroulent pas très bien et en contre partie le matériel de la photo-compo reste là. Accord qui a tenu huit jours, les clavistes n'acceptant pas les conditions de travail.»



la France des luttes

Péage de Roussillon (Isère)

Contre les 515 licenciements de Rhône-Poulenc Textile

LA LUTTE ET SES PERSPECTIVES (1)

Des ouvriers marxistes-léninistes de l'usine Rhône-Poulenc textile de Grenoble se sont rendus les 20 et 21 mai au Péage-de-Roussillon, où 515 licenciements sont prévus pour le 24 juin. Ils ont pu discuter avec des travailleurs ainsi qu'avec un responsable CFDT de l'usine. Ils ont également suivi la journée «ville morte». Nous relatons ce qu'ils en ont rapporté.

D'abord il faut dire un mot sur Roussillon (Isère). C'est une agglomération de 4 communes qui compte 15 000 habitants, dans la vallée du Rhône entre Vienne et Valence.

Depuis 50 ans, la ville ne vit que par Rhône-Poulenc : c'est en 1926 qu'a été créée l'usine Rhodiocéta. Par la suite, a été créée l'usine chimique de Rhône-Poulenc Industrie qui compte actuellement 1 300 salariés.

Il y a peu d'immigrés à Roussillon, la plus grande partie des travailleurs sont originaires des familles paysannes des environs.

L'usine RPT de Roussillon emploie actuellement 860 travailleurs ; c'est la seule fabrique d'acétate en France : elle peut produire 600 tonnes par mois d'acétate, ce qui représente la consommation française. En embauchant un peu, la production pourrait atteindre 800 tonnes par mois. Elle est équipée d'un matériel moderne récemment installé. Il y a même des machines qui sont à peine rodées.

La direction veut réduire la production à 100/150 tonnes par mois car le taux de profit n'est pas intéressant pour elle dans le textile,

et Rhône-Poulenc préfère abandonner le marché à une société américaine implantée en Belgique et qui produit à des coûts plus faibles c'est «l'Américan Cétanèse».

En 1967/68 une partie de Rhône-Poulenc Industrie a été transformée et incorporée à Rhône-Poulenc Textile. L'opération actuelle consiste à réincorporer à Rhône-Poulenc Industrie la partie qui en avait été détachée en 1968 : le trust Rhône-Poulenc cherche à se développer dans la chimie où le taux de profits est plus important que dans le textile.

515 licenciements sont prévus à RPT Péage-de-Roussillon, et pour les travailleurs c'est très grave : il n'y a pratiquement aucun espoir de retrouver du travail sur place, pire même on estime que la suppression d'un emploi chez Rhône-Poulenc entraîne la suppression

d'un autre emploi dans l'agglomération. Les effets de la politique du trust sont déjà visibles : de nombreux petits garages sont fermés, de même qu'une entreprise de réparation automobiles de 50 personnes a fermé ses portes.

Rhône-Poulenc propose un certain nombre de mutations. Pour les travailleurs c'est inacceptable : quand l'usine d'Arques-la-Bataille a été fermée, il y a eu des mutations entre autres à La Voultz (Ardèche), Vaulx-en-Velin (banlieue de Lyon) et Grenoble. Mais il y a quelque 3 mois, 400 licenciements ont eu lieu à Vaulx-en-Velin, l'usine de La Voultz va fermer, celle de Grenoble est menacée. Ces mutations-bidons n'offrent donc aucune garantie aux travailleurs si ce n'est que de se retrouver un beau matin jeté à la rue.

Comment un ouvrier de 57 ans, né dans le pays, d'origine paysanne, dont toute la famille habite la région de Roussillon, qui a 28 ans de travail à Rhône-Poulenc et qui vient d'acheter sa maison peut-il accepter une mutation dans le Nord ?

Et des cas comme ça, il y en a beaucoup.

Car il faut dire que dès les années 1970, Rhône-Poulenc pensait déjà à se dégager du textile, il a d'ailleurs vendu les cités ouvrières.

LES FORCES POLITIQUES ET SYNDICALES

Le PCF est omniprésent dans toute l'agglomération (les 4 mairies sont révisionnistes). Il a 300 adhérents dans les 2 usines Rhône-Poulenc. Une autre organisation après le PCF, c'est le PSU.

Les syndicats sont très fortement implantés : 95% des travailleurs de RPT sont syndiqués (97% il y a 7 à 8 ans). Aux dernières élections des délégués du personnel, la CGT a recueilli 55 à 60% des voix, et la CFDT 30 à 35%.

Les militants de la CFDT estiment que leur stratégie est très différente de celle de la CGT. Il y a d'ailleurs des tensions entre les 2 sections à propos des pratiques antiunitaires de la CGT : la CFDT affirme n'avoir qu'un ennemi : Rhône-Poulenc, la CGT par contre se trouve un autre ennemi : la section CFDT !

(A suivre demain)

Foyers Sonacotra

Succès de la journée «portes ouvertes» du foyer Ampère de Massy

Nous, les travailleurs immigrés, réunis lors de la journée portes-ouvertes avec le soutien des camarades français, confirmons notre attachement aux comités de résidents et comité de coordination qui représente tous les foyers Sonacotra et qui lutte jusqu'au bout pour la satisfaction de toutes nos revendications.

Nous saurons résister et vaincre toutes les manœuvres de division du directeur de notre foyer, de ses complices et de toute personne, et surtout les manœuvres du faux parti communiste et de dirigeants de la CGT qui tentent depuis le début de notre grève de prendre la direction de celle-ci à tout prix et d'orienter la grève dans le sens du Programme commun.

Nous refusons toutes ces manœuvres et nous disons aux traitres des ouvriers que la classe ouvrière, et en particulier les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra, ose lutter et ose vaincre tous ses ennemis de classe. Nous sommes convaincus que de nombreux amis soutiennent sincèrement notre lutte. Mais il y a aussi des faux amis qui soutiennent en paroles les travailleurs et qui ne les soutiennent pas en pratique, car ils ne reconnaissent pas dans la pratique le comité de coordination. Nous saurons les démasquer.

Vive la lutte des travailleurs immigrés. Vive l'unité des travailleurs immigrés. Vive le comité de coordination. Français, immigrés, une seule classe ouvrière !

Comité de résidents du foyer Sonacotra, rue Ampère - Massy

Appel à tous les travailleurs

Depuis six mois, les travailleurs immigrés luttent pour leurs droits, pour arracher la liberté d'expression dans le foyer, la reconnaissance du Comité de coordination et du comité de résidents, et la diminution de 100 F sur le prix du loyer que demande la Sonacotra.

Un comité de soutien s'est créé à l'initiative du comité des résidents de l'autre foyer, Victor Basch, et du comité unitaire français-immigrés. Malheureusement, le soutien qu'il apporte n'est que de façade et s'apparente plus à la trahison de notre lutte qu'à autre chose, bien que certains camarades dans ce comité, sincères et honnêtes, fassent tout pour soutenir et combattent pied à pied avec les traitres infiltrés dans ce comité. En effet, le soutien s'assortit pour ces derniers à la critique permanente des initiatives et des positions prises par le Comité de coordination et par le comité de résidents du foyer rue Ampère. Chose que nous ne pouvons tolérer. Dans la pratique cela veut dire pour eux le refus de distribuer un tract appelant à la journée portes-ouvertes de dimanche rédigé par le comité de résidents, parce qu'ils ont réfléchi sur son contenu et qu'ils ne sont pas d'accord avec !!!

Cela se manifeste aussi par la présence pratiquement inexistante de ces personnes pendant la journée portes-ouvertes ainsi qu'à sa préparation. Sans camoufler les choses, ce sont des militants de l'OC-GOP et du PSU qui sont à la source de ces trahisons et du sabotage de notre juste lutte. Mais nous saurons vaincre et trouver les travailleurs français qui nous soutiennent, car nous comptons sur la propre force de la classe ouvrière. Dans ce cadre nous appelons tous les travailleurs français et immigrés à venir nombreux pour nous soutenir.

Réunion du comité de soutien tous les jeudis à 20 heures à l'Union locale CFDT - salle du 1er Mai.

Le comité de résidents du foyer Ampère de Massy.

En passant par la cité Bassens (Marseille)

«ON LOGE A 8 DANS 36 M²»

D'un côté, la cité, insalubre, où l'on s'entasse à longueur d'année. De l'autre, un champ. Entre les deux, la voie ferrée que longe un grillage de protection.

Avec le retour des beaux jours, la prairie s'est recouverte de son tapis vert. Quand le soleil est de la partie l'envie vous prend d'aller vous y reposer un peu d'une longue semaine de travail. Qui saurait vous en empêcher ? Et qui saurait empêcher les enfants de faire une brèche dans le grillage pour aller s'y détendre un peu les jambes ?

Mais il faut traverser le chemin de fer. Leur vie est en danger. Depuis les deux derniers accidents mortels d'avril 1975, le comité de locataires réclame un mur le long de la voie ferrée. «On lui a promis, mais... sans doute faudra-t-il attendre que la cité soit une nouvelle fois en deuil pour qu'on s'avise enfin d'en poser la première pierre. Le 1er mars, le comité de locataires a adressé une lettre au sous-préfet Cultiaux et à l'inspecteur des services techniques de la ville Lacroix. Il attend toujours la réponse.

L'Humanité rouge : La cité Bassens, qu'est-ce que c'est ?

Les locataires : Bassens, c'est une cité de transit dans les quartiers nord de Marseille. Deux cent quatre vingt dix familles y vivent dans des conditions déplorables. Ce sont tous des immigrés. Les appartements, ils font 36 m². Il y a un coin cuisine, une salle à manger dans laquelle donnent les WC, et une chambre. Ce ne sont pas des logements faits pour des familles nombreuses, alors qu'ici il y a en moyenne huit personnes par famille.

La cité n'est pas entretenue, absolument pas. La société qui en est responsable la laisse complètement à l'abandon.

Rien de prévu pour les enfants. En plus, une voie express et une voie ferrée traversent la cité. Alors comme il n'y avait aucune protection, il y a déjà eu des morts et des blessés.

L'Humanité rouge : Il y a combien de temps que cette cité existe ?

Les locataires : Ça fait longtemps. Au départ quand les familles ont été logées, c'était soi-disant une cité provisoire. N'empêche que certains y sont depuis plus de dix ans.

L'Humanité rouge : Les habitants se sont organisés. Comment ont-ils fait ?

Les locataires : Il s'est créé un comité de locataires qui a pris en charge les problèmes, avec les gens. Parce que les conditions de vie ici sont non seulement intolérables mais aussi tout à fait insalubres. Les quelques améliorations que nous avons obtenues jusqu'à maintenant, c'est par la lutte. Par exemple, on a eu un grillage de protection pour la voie ferrée, un feu rouge pour traverser la voie express. Il y a aussi un plan de rénovation. Ce plan, il prévoit de faire un appartement avec deux actuels. Il faut donc reloger la moitié des familles. Il était prévu deux rénovations d'immeubles par an. Mais en fait au bout d'un an, un seul bâtiment a été fait.

De fait, dans la cité, la rénovation n'est presque terminée que dans un seul des bâtiments. Un autre par contre est en cours de démolition, mais trois des locataires n'en ont pas encore déménagé. Alors, si la mairie et la préfecture ne débloquent pas rapidement de logements décents pour les locataires qui doivent quitter Bassens, les travaux de rénovation risquent bien d'être purement et simplement arrêtés, par la force des choses.



PREMIER BILAN D'ENQUETE SUR L'HUMANITE ROUGE

Nous avons lancé voici plus d'un mois une enquête auprès de nos lecteurs afin de faire un bilan nous permettant de progresser.

En voici donc le résultat que nous soumettons à votre appréciation. Il vous est encore possible d'apporter votre contribution, écrivez-nous vite... Tous vous pouvez et vous devez nous permettre de préparer un nouveau lancement de notre quotidien en octobre prochain.

«L'initiative d'enquête nous a enthousiasmés» souligne une des lettres : sans doute était-elle juste en effet. Comme preuve supplémentaire les nombreuses demandes de réparation régulière de la chronique des lecteurs. Reste à savoir si l'échantillonnage ainsi recueilli est suffisant. Nous avons noté par exemple que :

1) il y a peu de réponses «collectives» appuyées sur un débat.

2) il aurait peut-être été utile de faire préciser aux correspondants leur situation de travail (militants ouvriers, enseignants, étudiants, isolés ou «organisés»...).

3) les réponses sont inégales. La brièveté n'est d'ailleurs pas condamnable car elle répond certainement au souci de répondre vite. De plus, caractéristique positive, les correspondants LISENT TOUT.

4) la couverture géographique aussi est inégale.

Ces faiblesses relatives de l'échantillonnage ne sont cependant pas de nature à enlever l'intérêt de l'enquête. Car elle révèle une telle richesse que ses enseignements doivent être immédiatement utiles au comité de rédaction.

Néanmoins, ces mêmes faiblesses doivent nous inciter à ne pas clore l'enquête. Elle doit devenir permanente. Pour la rendre plus efficace, nous pourrions par exemple proposer aux lecteurs de centrer les critiques sur des thèmes (ou des pages) et les inciter à mieux

argumenter en s'appuyant concrètement sur tel ou tel article.

Par exemple : un certain nombre de lettres ont jugé positive la série d'articles sur les classifications, sur la dictature du prolétariat. Ce qui serait intéressant à savoir, c'est en quoi ces articles ont servi dans les luttes, les explications. Quels arguments ont été repris, ont permis une meilleure analyse ? A partir d'eux a-t-on pu faire de l'AGITATION POLITIQUE* ?

Le «courrier des lecteurs» peut être le support d'une telle poursuite de l'enquête.

CONSTATATION QUASI UNANIME DE L'AMÉLIORATION

Un lycéen : «Une boutée d'air frais».

Un militant ouvrier : «Voilà qui répond de mieux en mieux aux besoins très divers de notre action (...). Tout est utile.»

Un autre : «L'HR n'est pas de ces journaux bourgeois qui, une fois lus, servent à tapiser le fond des poubelles...»

A l'appui de cette satisfaction, essentiellement :

— l'abandon du langage stéréotypé : un lecteur considère d'ailleurs que cet abandon a entraîné une «prolétarianisation»* des expressions employées.

La plus grande place accordée aux contributions des travailleurs effectivement présents dans les luttes y a certainement contribué.

Plusieurs pensent cependant qu'il y a des efforts à

poursuivre dans ce sens, notamment dans deux secteurs :

— les questions internationales,
— les articles sur l'économie surtout : la presse «spécialisée» emploie des expressions «pour initiés» qu'il serait indispensable de définir (ex. : «le serpent monétaire»).

— la diversité des sujets abordés ; mais aussi :

— les synthèses, les propositions, la recherche de l'adéquation de ce qui est dit avec la ligne (ex. : les articles précédant le rassemblement du 14 février).

COLLER PLUS ÉTROITEMENT A L'ACTUALITÉ

C'est l'exigence qui revient pratiquement dans toutes les lettres, bien sûr provenant surtout de la province. Problème lié à la parution comme journal du soir.

Il serait utile de préciser les arguments qui ont fait triompher cette solution.

L'extension de la diffusion en kiosques serait une amélioration sensible : quand on n'a pas pu avoir «le Monde» le soir, on peut l'avoir, en kiosques, le lendemain matin.

Le décalage est particulièrement sensible après le week-end*, puisqu'il faut attendre le journal daté du mardi pour avoir les nouvelles de 3 jours (samedi à lundi). D'où les propositions d'une parution :

— sur 6 jours
— parution pouvant prendre la forme d'un «HR-Dimanche» qui, de plus, permettrait une vente militante (sur les quartiers, les marchés...)

Mais cette exigence n'est pas liée qu'aux aspects «techniques» : car une des tâches du quotidien est bien de : «révéler ce que d'autres ne diront pas». En effet «c'est sur ces "petites choses" : le logement, le prix du pain, la santé, que les gens jugent si nous sommes des communistes et pas seulement sur les grandes idées politiques».

Il nous faut donc : «utiliser plus les "faits divers" que la bourgeoisie cache ou qu'elle minimise».

Ce qui entraîne la recherche constante de l'équilibre entre des articles courts d'information et des articles plus longs, avançant dans l'analyse, resituant — même le fait divers — dans le contexte général.

Et cela justifie la présence d'une rubrique régulière faisant la «revue de la pres-

se»*, une revue critique, et pas seulement le «tant pis si nous nous trompons» du Quotidien du Peuple.

PRÉSENTER LES PROGRAMMES DE TÉLÉ

C'est-à-dire sélectionner dans ceux-ci les émissions qui peuvent avoir un intérêt — ou dont on est sûr qu'elles seront très «regardées», le fait télé est une réalité, dont on discute le lendemain dans les boîtes.

Deux aspects :
— avant le «programme de la semaine». Quelques pièces des dossiers permettant aux spectateurs de ne pas subir passivement une information de toute façon au service du pouvoir.

— après, et très vite, une critique.

MULTIPLIER LES ARTICLES TYPE «ENQUÊTES»

Il nous faut, nous dit-on, plusieurs fois : «accumuler tous les témoignages possibles sur les conditions de vie et de lutte dans tous les domaines de la classe ouvrière» car, encore «nous proclamons trop et nous ne montrons pas assez».

C'est sans doute pourquoi «la page 8 est une des pages les plus réussies et appréciées du journal».

Ces enquêtes peuvent être d'ailleurs des interviews, des extraits de presse, notamment

— des organisations nationales ou étrangères, anti-impérialistes
— des partis frères (échanges réguliers)
— sous forme de témoignages d'anciens militants du PCF

«Nous avons peu d'argent, peu de moyens techniques, mais de l'enthousiasme, de la débrouillardise, de l'imagination révolutionnaire à revendre !»

Car il ne faut pas craindre de faire appel à la collaboration active des lecteurs : là encore est soulignée l'importance de la rubrique «la parole aux lecteurs».

Il est de même conseillé de profiter des vacances pour mener des enquêtes (par ex. : les marins-pêcheurs)

Mais nos correspondants ne se contentent pas de tenter d'améliorer ce qui existe : le journal est un outil de combat pour eux. Ils exigent qu'il continue sans cesse de s'améliorer, tant au niveau de la rigueur qu'au niveau de la couverture du champ politique.

UNE INDISPENSABLE RIGUEUR

«Trop d'articles sont encore des flashes. Il faudrait développer et montrer les enjeux des luttes, les perspectives», procéder à l'analyse du rapport de forces.

Il est donc nécessaire de «soigner» les textes, c'est-à-dire faire des articles convaincants et non des articles à demi-démonstratifs, «courts» au niveau de l'analyse, ou bien des articles où l'analyse est remplacée par des «slogans», donc d'accroître la rigueur scientifique.

Par exemple, à propos des luttes, nécessité de les «situer», de les «suivre» après.

Encore l'outil qu'est le journal, faut-il le connaître dans son fonctionnement interne, son élaboration.

Pourquoi ne pas «demander un bilan (régulier) critique et autocritique du comité de rédaction» car, nous dit une lettre rappelant une citation de Lénine :

«Tous les partis révolutionnaires qui ont péri jusqu'ici ont péri parce qu'ils se laissaient aller à la présomption... et craignaient de parler de leurs faiblesses».

UNE VOLONTÉ D'EXPLIQUER, D'ÉDUIQUER

L'histoire du mouvement ouvrier, du MCI et de la lutte de ligne qui n'ont cessé de le traverser est mal

connue — ou déformée. D'où la demande souvent formulée de rubriques régulières :

rubriques dites «tournantes», faisant l'objet soit de pages supplémentaires dans la perspective du 12 pages, soit d'un 6e numéro, «HR-Dimanche».

D'où l'exigence aussi d'approfondir des problèmes incomplètement ou trop rapidement traités, tels par exemple : l'armée, le racisme et le colonialisme, l'énergie nucléaire, les luttes antipollution.

De donner «une formation marxiste-léniniste des problèmes économiques» (le chômage, les salaires, les crises capitalistes, l'immigration).

C'est par rapport à cette volonté aussi qu'est souvent regrettée notre faiblesse sur les questions intérieures, visible au moment des cantonales.

Nos correspondants nous suggèrent ainsi de porter plus d'intérêt aux déclarations des représentants de la bourgeoisie, aux «réformes» gouvernementales (les analyser). Est souhaitée par exemple une chronique des livres, des revues.

Dés lors, à la lecture de cette correspondance, il est clair que les problèmes techniques sont subordonnés au contenu : faire un journal plus vivant, plus agréable à lire (photos, dessins, feuilletons), etc.

* les expressions suivies de l'astérisque s'appuient sur le contenu de la correspondance.

**IL NOUS FAUT
25 MILLIONS
D'ICI LE 30 JUIN**



**Soirée-débat à Toulouse
QUE SE PASSE-T-IL EN CHINE ?**

Le peuple chinois va-t-il poursuivre sa marche en avant, dans la voie tracée par la Révolution culturelle, pour l'établissement d'une société socialiste, ou va-t-il se laisser entraîner par une voie qui signifierait retour au passé, exploitation de l'homme par l'homme ? Tel est l'enjeu de la lutte qui se déroule actuellement en Chine. C'est pour en débattre que le comité de Toulouse de l'Association des amitiés franco-chinoises vous invite à participer à la soirée organisée jeudi 3 juin de 18 à 24 heures au centre socio-culturel et sportif Alban Minville au Mirail Bellefontaine. Exposition sur les événements récents, les campagnes, les femmes, la politique internationale de la Chine ; film sur la lutte dans l'enseignement, etc.

Association des amitiés franco-chinoises
5, rue de Thionville
31000 Toulouse



culturel

LE SOUTIEN A LA LUTTE DES SONACOTRA S'ETEND

Partout à travers la France et dans tous les secteurs, la mobilisation autour de la lutte des résidents des foyers Sonacotra se développe et le soutien s'étend. Deux initiatives vont

dans ce sens sur le front culturel. L'une celle du collectif des Peintres arabes, membre de la Jeune Peinture, qui a lancé un appel à signer une protestation contre les expulsions

des 18 délégués des foyers. L'autre est un appel à soutenir la lutte des Sonacotra lancé par l'Union culturelle contre le capitalisme et l'impérialisme.

communiqué du Collectif des peintres arabes

APPEL CONTRE L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

«Les ratonnades, les rafles, les mises à sac, les défenestration d'immigrés sont devenues des opérations de police organisées, préméditées par le ministère de l'Intérieur, sinon comment expliquer que les policiers soient intervenus simultanément dans une dizaine de foyers de travailleurs immigrés de la région parisienne.

Les hommes de Poniatowski n'ont pas oublié les méthodes fascistes qu'ils pratiquaient pendant la lutte de libération algérienne. Le 16 avril 1976, les «gardiens de la paix» interviennent dans les foyers de la Sonacotra (Société nationale de construction de foyers pour les travailleurs), défonçant les portes colt au poing, collant les travailleurs au mur, blessant grièvement certains, tentant d'en assassiner d'autres. Et cela après un scénario répété le 8 avril passé dans un foyer de Champigny, et l'expulsion de travailleurs pakistanais hors de France alors qu'ils étaient venus pacifiquement devant le secrétariat d'État aux immigrés demander la régularisation de leur situation.

La décision d'expulser les 18 délégués des locataires de la Sonacotra montre une fois de plus le masque du libéralisme giscardien, découvrant son véritable caractère raciste.

Devant cette répression policière, le collectif des Peintres des pays arabes à Paris proteste violemment et appelle tous les antiracistes à signer cet appel, à se mobiliser et à répondre par tous les moyens à ces méthodes fascistes.»

SIGNATAIRES DE L'APPEL CONTRE L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Bourdeau, Chabot, Bozard, Uhand, Parad, Durand, Bricq, Carre P., Ishkinazi, Carre A., Van Zele, Lorenzo, Inguanzo, Colin, Lazar, Riberzani, Brandon, Langlais, Laradian (peintres), Alvaro (critique), Saahwame, Gervereau, Iridou, De-go, Daunon, Dalty (peintres), Bignolais (sculpteur), Ouchacoff, Saloff, Gilley, Sona (peintres), Glonaz (décorateur), Vegliante (enseignant), Le Cloarec, Matieu, Smistanski, Le Pau, Vignos, Alwani, Thaeon (peintres), Marbu (libraire), Pons, Derivery, Dupré, Aubertin, Perrot, Saïd, Lucia Meyes (peintres), Szymczak (plasticien), Sirot, Pauci-

no (peintres), Saconnet (journaliste), Fare (professeur), Beenhaus (cinéaste), Auradou (professeur), Durieux (peintre), Destrade, Robino (enseignantes), Compagnon, Babou, Messac, Tripodi-Francesco, Cosimo di Leo Ricailo (peintres), Beuvier (plasticien), Wolkoff (peintre), Eudes (directeur artistique), Labbane, Netto, Canoni, Tonie (peintres), Caron (photographe), Ben Yahia (peintre), D'Awie (plasticien), Diez (plasticienne), Saci (peintre), Mauguen (économiste), Tuffelli, Antonini (chanteuses), Versan (employé), Le Parc (peintre), Richard (directeur de théâtre), Che-

nois (ménagère), Birga (professeur), Le Roux (peintre), Bureil (secrétaire), Zagarakis (chercheur), Mohr (journaliste), Melangon (professeur), Brahim (photographe), Bittner, Birga S. (peintres), Trujillo (employé), Gradis (graveur), Guerineau (employé), Sorlut, Perrot (secrétaires), Morteyrol (peintre), Garrison, Seydoux (enseignants), Nicola Pagallo (peintre), Traquandi (enseignante), Moison (professeur), Lincy, Noel (posteurs), Poire (enseignante), Wisnhat (dessinateur), Maradan (professeur), Coquereumont (peintre), Pineau (institutrice), Ralicot (professeur), Loyer (animatrice), Calves (chômeur), Zucher, Auricoste, Epinal, Snyers, Bouillart, Wirth, Medan, Prada, Robert, Leveque, Bellair, Cazal, Dubost, Bellan, Lacanal, Yemaz, Kenas, Peltzer, Rambaud, Lopez Curval, Juan-Francisco, Bahleh (peintres), Schaier (sculpteur), Triki, Saikali, Shabbuddin, Hermon JF, Hermon A., Albinet, Taslitzky, Hirtz, Rook, Coda, Salamah, Coulombeau, Castaque, Summin, Gogay, Brell, Paron, Ruiz, Janvier, Fromanger, Costa Atalaia, Pineau, Lameux, Roux, Vanpeene, Ferlain, Aoual, Sozi, Sellier, Anore Shan, Santantonio, Olivei, Rupert, Sanson, Guyomara, Pol Gacher, Anh, Rouel, Gabriel, Maidi, Melre, Bouchez, Limousin, Four, Leroux, Rousseau, Pinhero, Besard, Buri, Weber, Pary, Boucher (peintres).

retrouve l'univers petit-bourgeois qu'il affectionne. Les principaux auteurs ne sont pas des travailleurs et sont impliqués dans une histoire au suspense étudié où leurs caractères psychologiques constituent l'unique moteur de l'histoire.

Communiqué de l'Union culturelle contre le capitalisme et l'impérialisme

A la suite de deux assemblées générales qui se sont tenues le 20 mars et le 8 mai 1976, des anticapitalistes et des anti-impérialistes représentant diverses disciplines du domaine culturel (littérature, journalisme, théâtre, musique, mime, cinéma, photo, peinture...) se sont réunis dans le but de promouvoir en France une Union culturelle sur cette orientation politique. Lors des débats auxquels participaient soit des groupes constitués, soit des individus seuls, le projet initial de la plateforme a été longuement discuté pour aboutir à la modification suivante :

«Le but de l'Union est de contribuer par ses activités culturelles à la lutte du peuple contre le capitalisme et l'impérialisme, c'est-à-dire

— contre le système d'exploitation et d'oppression capitaliste de la bourgeoisie, et contre toutes solutions de rechange qui maintiennent ce système.

— contre tout impérialisme (dont français), tout colonialisme, toutes formes d'exploitation, d'oppression ou d'ingérence politique, militaire, économique ou culturelle à l'encontre de la liberté des peuples et de l'indépendance des pays.
— contre les deux superpuissances USA, URSS dont la rivalité provoque la guerre.
— contre le fascisme sous toutes ses formes, contre toutes atteintes aux libertés démocratiques du peuple travailleur.
— contre le racisme sous toutes ses formes.
— contre tous les moyens (économiques, policiers, juridiques, culturels...) utilisés par la bourgeoisie

pour maintenir sa domination et diviser le peuple.

— contre la liquidation des langues populaires et des cultures populaires qui leur correspondent.

«L'Union est ouverte à toute personne ou groupe qui, ayant ou désirant avoir une activité culturelle (professionnels ou amateurs) : artistes, ouvriers, écrivains, journalistes, animateurs, enseignants, scientifiques, travailleurs de la santé, sportifs... qui acceptent cette plateforme. L'Union est ouverte à tous sans distinction d'opinions philosophiques ou religieuses. Les activités de l'Union sont librement discutées en son sein.»

C'est pourquoi les participants ont estimé que l'édification de l'Union et de son programme devront être l'aboutissement d'une pratique commune.

Dans cette optique, le collectif provisoire de l'Union lance un appel à tous sur le thème : les travailleurs immigrés, dans lequel s'inscrit la lutte des travailleurs des foyers Sonacotra. Nous souhaitons que tous ceux qui ont déjà travaillé sur ce thème ou qui désirent le faire, nous contactent.

Adresse provisoire : M. Durand — BP 321 — 75525 Paris cedex 11.

« L'Union culturelle » au service des travailleurs en lutte

Nos frères immigrés, exploités, opprimés et privés de leurs droits politiques élémentaires, n'ont jamais cessé de lutter au coude à coude avec les travailleurs français. Actuellement, la lutte qu'ils mènent dans les foyers Sonacotra, de par la forme d'organisation démocratique, basée sur le principe de compter sur ses propres forces, et de par le soutien de masse des travailleurs et étudiants français dont elle bénéficie, représente un pas marquant vers l'unité de combat des travailleurs français et immigrés.

Voilà maintenant plus de 16 mois que 53 foyers Sonacotra sont en grève, pour une diminution uniforme de tous les loyers, pour

des chambres décentes, un règlement intérieur plus juste et la liberté d'expression.

Depuis 16 mois, nos frères immigrés se battent fermement contre un pouvoir qui réprime et qui expulse leurs délégués.

Depuis 16 mois, ils font face à la division que veut instaurer le PCF.

Mais depuis 16 mois aussi, rassemblés autour de leur comité de coordination, ils se sont fixé un objectif : que leur lutte se confonde à celle de la classe ouvrière française, objectif que le pouvoir ne veut pas voir s'accomplir.

Du meeting du 21 février à la grande manifestation de masse qui s'est déroulée à Paris le 24 avril et qui fut une grande victoire, la lutte des «Sonacotra» n'a cessé de grandir.

Une commission culturelle détachée par le comité de coordination s'est créée pour centraliser toutes les initiatives qui allaient dans

le sens de la popularisation de leur combat.

(...) La popularisation de la lutte de nos frères des foyers Sonacotra doit s'étendre dans toute la France, et la création d'une sous-coordination régionale tend vers cet objectif.

Ainsi, il faut que l'Union en se mettant sous le contrôle de la commission culturelle des foyers Sonacotra, organise une action nationale de popularisation beaucoup plus forte que ce qu'elle n'a été auparavant.

C'est dans cet esprit que l'Union doit agir en regroupant toutes les personnes travaillant sur le front culturel.

EXIGEONS LE RETOUR IMMEDIAT DES 18 DELÉGUÉS EXPULSÉS ! CONTRE LA RÉPRESSION TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRÉS TOUS UNIS ! SOLIDARITÉ AVEC LES FOYERS EN GREVE JUSQU'À LA VICTOIRE !

Programmes TV

JEUDI 3 JUIN :

TF1

19 H 20, 20 H et 22 H 55 : la bourgeoisie vous informe.
20 H 30 : Sandokan. Ce nom est celui d'un personnage imaginaire sensé symboliser la résistance du peuple malais à l'occupation britannique au 19e siècle. Malheureusement, les masses sont absentes et ce héros à l'exotisme de pacotille, ressemble plutôt à une superstar d'Hollywood.

21 H 25 : L'événement. Magazine d'actualité dont les sujets sont encore imprévus.

A2

Placé sous le signe des échanges franco-polonais, ce programme peut nous donner une idée de ce qu'est un pays dit socialiste placé sous la botte du social-impérialisme russe. Pendant que la TV polonaise passe une émission de Guy Lux Aujourd'hui Madame à 14 H 35 parlera de la mode et du rôle de la femme en Pologne. Aujourd'hui Magazine à 16 H 20, présentera «La Pologne en 1976»

20 H 30 : Une soirée polonaise qui présente, entre autres, la vie d'un cadre moyen polonais (vous chercherez en vain la vie d'un ouvrier !), la destinée d'un premier prix de piano et un ballet «pop» : on se demandera de quel socialisme il s'agit.

20 H et 23 H 25 : la bourgeoisie vous informe.

FR3

20 H 30 : Le scandale. Film de Cl. Chabrol (1966). On y

22 H 15 : La bourgeoisie vous informe.

L'Humanité Rouge

document

CHINE : Les nouveaux développements de la Révolution culturelle (3)

LE PARTI COMMUNISTE AU COEUR DU COMBAT

A quelqu'un qui questionnerait avec étonnement « Mais pourquoi donc ce sont toujours des dirigeants du parti qui incarnent la contre-révolution en Chine ? », ne devons-nous pas répondre : « Comment pourrait-il en être autrement ? », suivant l'indication de Mao Tsé-toung qui demande de « se garder de la naïveté du lettré confiné dans ses livres qui considère de manière simpliste la lutte des classes qui est de nature complexe ».

Liou Chao-chi, Lin Piao, Teng Siao-ping ont été des dirigeants du Parti communiste chinois et de l'État. Tous trois, à des moments différents, ont incarné la ligne bourgeoise et lui ont donné une impulsion décisive usant de leur renom, de leur langage marxiste et de leur pouvoir dirigeant pour la faire triompher.

Quoi d'étonnant à cela ? Quiconque dans un pays socialiste se réclame ouvertement du capitalisme se condamne à l'isolement. Un Tchang Kai-chek hier, un Ford ou un Giscard aujourd'hui débitant leurs boniments ne rencontreraient aucun succès assurément. Des dizaines de millions de travailleurs chinois ont fait leur expérience ; ils ont connu l'ancienne société. Il n'est pas question de retour en arrière ouvert et délibéré.

C'est au sein du Parti communiste que s'infiltrèrent les idées bourgeoises jusqu'à prendre corps en une politique constituée, en une « ligne » réactionnaire. C'est au cœur du parti, au cœur de l'État socialiste qu'elles ont quelque chance de triompher selon le principe rappelé par Chou En-lai dans son rapport au Xe Congrès selon lequel « Les citadelles se prennent plus facilement de l'intérieur ».

Aussi la lutte de classes dans la société socialiste chinoise se manifeste-t-elle dans le parti par la lutte entre deux politiques, l'une prolétarienne, l'autre bourgeoise, par la lutte entre deux lignes. Car le Parti communiste est un enjeu entre prolétariat et bourgeoisie : reste-t-il un parti communiste dont la politique est conforme aux intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires, ou bien se transforme-t-il en un parti

ayant renié la cause de la révolution et de la classe, un parti révisionniste ? A considérer les destins divergents de la révolution en URSS et en Chine, on comprend l'extrême importance de l'enjeu.

LE PARTI, UN ENJEU ENTRE PROLÉTAIAT ET BOURGEOISIE

« On mène la révolution socialiste, et on ne sait pas où est la bourgeoisie ; or elle est dans le Parti communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste ; ils n'ont cessé de suivre cette voie. »

Voilà le fond de l'affaire dit en peu de mots par le président Mao. Chaque classe sociale possède des représentants politiques, porte-paroles de ses intérêts. En Chine, les représentants politiques de la bourgeoisie — ancienne et nouvelle — sont présents dans le Parti communiste, ce sont les « responsables engagés sur la voie capitaliste ». Sous la dictature du prolétariat, ils sont la cible principale de la révolution, car



Les membres du Parti d'une brigade de production étudient la théorie marxiste-léniniste, afin d'élever leur capacité combattive contre la ligne révisionniste (photo Chine nouvelle).

détenant un grand pouvoir, ils sont les plus dangereux lorsqu'ils pratiquent le révisionnisme. Tel est le point de vue clairement exprimé par la presse chinoise ces dernières semaines, dans le cadre des luttes politiques en cours.

Teng Siao-ping, ou un autre dirigeant promouvant une politique bourgeoise à la tête du parti et de l'État peut incomparablement faire plus de dégâts à la Chine socialiste que n'importe quelle armée de saboteurs déclarés. Qu'on en juge.

UN PROGRAMME BOURGEOIS

C'est fin mai 1975 que Teng Siao-ping a exprimé publiquement son programme qui combinait trois directives du président Mao : « étude de la dictature du prolétariat », « stabilité et unité », « développer en grand l'économie nationale ». Or ce programme de fait escamotait la lutte de classes, comme le souligne Mao Tsé-toung :

de l'économie les notions bourgeoises de profit et de rentabilité ; autrement dit des mesures qui à terme enclenchent un processus de restauration du capitalisme.

TENG SIAO-PING, UN REPRÉSENTANT DE LA BOURGEOISIE

Qui est Teng Siao-ping, de telles conceptions lui sont-elles nouvelles ? Dès 1957, il argumente sur la disparition des classes en Chine, puis s'associe à Liou Chao-chi dans l'élaboration et la mise en œuvre de la ligne révisionniste ; critiqué lors de la Révolution culturelle, Teng reconnaît ses erreurs, et à la demande même du président Mao, reprend son poste dirigeant. Puis il récidive. Comment expliquer cet entêtement ?

C'est, disent les camarades chinois, qu'il n'est jamais devenu un véritable communiste. Combattant dans les rangs du parti lors de la révolution de « démocratie nouvelle » contre les impérialistes et les féodaux, il est resté un « démocrate bourgeois » ; quand la révolution de démocratie nouvelle a été gagnée, que la cible est devenue la bourgeoisie dans le cadre de la dictature du prolétariat, des hommes comme Teng n'ont pas voulu aller plus loin. Ils ont fait un bout de chemin avec le Parti communiste mais pas plus. Aussi aujourd'hui remettent-ils en cause ses acquis révolutionnaires. Tels Khrouchchev et Brejnev ; d'origine de classe prolétarienne, grands sous le drapeau rouge, membres du PCUS, ils sont néanmoins devenus les chefs de file d'une ligne bourgeoise et d'un État de dictature de la bourgeoisie — restaurée — sur le prolétariat soviétique.

DES MÉTHODES RÉVISIONNISTES

Les révisionnistes, bourgeois infiltrés au sein du Parti communiste, pratiquent des méthodes bien à eux : ils emploient le langage marxiste (*de nos jours*, disait déjà Lénine, les termes marxistes servent à couvrir le reniement total du marxisme) ; ils brandissent le drapeau rouge mieux que personne. Ainsi Teng Siao-ping a utilisé des directives du président Mao lui-même et les a vidées de leur contenu révolutionnaire. Comme Liou Chao-chi et Lin Piao qui s'affichaient les meilleurs défenseurs de la ligne du président Mao pour faire passer leur camelote.

C'est ainsi que les uns et les autres ont trompé des communistes tout à fait honnêtes, se prétendant « révolutionnaires » d'une part et s'appuyant sur les idées réactionnaires secrétées en permanence par la « nouvelle bourgeoisie » (cf. article précédent).

Ainsi le résumé de manière concentrée Mao Tsé-toung :

« Notre pays pratique à l'heure actuelle le système marchand et le système des salaires inégaux, il y a les salaires à huit échelons... Tout cela, on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, si des gens comme Lin Piao accèdent au pouvoir, il leur est très facile d'instaurer le régime capitaliste. »

Le révisionnisme au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir. On comprend ainsi le caractère décisif de la bataille menée au sein du parti, de la lutte de lignes qui y est engagée.

Si le Parti communiste reste rouge, la Chine restera rouge. C'est ce que nous examinerons dans les deux prochains articles

De 1966 à 1976, quelques grandes dates

C'est en 1966 qu'est déclenchée en Chine la Grande Révolution culturelle prolétarienne, révolution menée par le prolétariat contre la bourgeoisie et les autres classes exploiteuses dans les conditions du socialisme.

La « Directive du 7 mai » 1966 — publiée dans HR No 500 — lance le mouvement de critique de la bourgeoisie dans tous les domaines : art, enseignement, gestion des usines. Dans les universités, dans les usines fleurissent les « dazibaos » (affiches murales) qui critiquent la ligne révisionniste dirigée par Liou Chao-chi ; les gardes rouges s'organisent dans les écoles, les rebelles révolutionnaires dans les usines. Le Comité central formule la « Décision en 16 points » qui devient la charte de la Révolution culturelle.

Courant 1966, la lutte est aiguë car les tenants révisionnistes provoquent la confusion, la division parmi les masses populaires.

En janvier 1967, la classe ouvrière de Changhaï enlève le pouvoir aux dirigeants corrompus et l'exerce par le comité révolutionnaire. Puis les comités révolutionnaires prennent le pouvoir dans la Chine entière. En octobre 1968,

Liou Chao-chi est destitué et exclu du parti.

Tout n'est pas réglé pour autant ; à la réunion du Comité central précédant le IXe Congrès du Parti communiste chinois, Lin Piao tente de faire passer une ligne politique qui reprend celle de Liou Chao-chi (primauté de la production, retour en arrière par rapport aux acquis de la Révolution culturelle). Sa ligne est battue, et son complot contre-révolutionnaire démasqué quelques mois plus tard.

En septembre 1973, le Xe Congrès fait le bilan de la Révolution culturelle et réaffirme la ligne fondamentale du parti.

Lui succèdent de vastes mouvements d'étude et de discussion, qui visent à approfondir la lutte sur les plans politique et idéologique :

— critique de Confucius et de Lin Piao en 1974 ;

— renforcement de la dictature du prolétariat en 1975.

La lutte d'aujourd'hui, contre le courant droitier dont Teng Siao-ping a été un chef de file, constitue un nouveau développement de la bataille entreprise il y a dix ans.